



Communiqué de presse du comité pour le « non » à l'initiative sur l'alimentation du 18 juin 2026

## Non à la tutelle de la Confédération et au diktat vegan

**Le 27 septembre, l'initiative sur l'alimentation sera soumise au vote populaire. Réuni aujourd'hui à Berne à l'occasion d'une conférence de presse, le comité pour le « non » a expliqué en quoi l'objectif d'un taux d'autoapprovisionnement de 70 % et sa mise en œuvre par l'ingérence de la Confédération dans la consommation et la production sont contre-productifs.**

L'initiative sur l'alimentation vise à imposer une refonte en profondeur du système alimentaire suisse. Selon le Conseil fédéral et le Parlement, l'objectif du taux d'autoapprovisionnement de 70 % ne pourrait être atteint qu'au prix de changements radicaux dans la production et la consommation. L'accent est mis sur le renoncement aux aliments d'origine animale. La Suisse devrait adopter une alimentation végétale, tant à la maison qu'au restaurant, et l'agriculture devrait adapter sa production en conséquence. Des représentantes et des représentants des secteurs de l'agriculture, de la politique, de l'industrie alimentaire, de l'artisanat, des régions de montagne et de la restauration ont donc attiré l'attention sur les répercussions considérables de ce projet.

La conseillère aux États **Franziska Roth** a qualifié l'initiative d'« exagérée, inutile et injuste ». Elle a entre autres mis en garde contre les conséquences sociales : « Une alimentation durable ne doit pas devenir le privilège des gens qui gagnent bien leur vie. » Une hausse des prix des denrées alimentaires pèserait particulièrement sur les ménages à faibles et moyens revenus.

La conseillère nationale verte **Christine Badertscher**, vice-présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne, a critiqué les contradictions du projet : « Sans nos vaches, moutons ou chèvres herbivores, plus des deux tiers de nos terres agricoles ne peuvent être utilisés pour notre alimentation », a-t-elle expliqué. L'initiative sur l'alimentation mettrait également en péril l'exploitation des terres de montagne et des alpages, ainsi que de précieux paysages culturels.

### La régulation alimentaire par la Confédération est vouée à l'échec

La conseillère nationale **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l'UDC Suisse, a qualifié ce projet d'« arnaque ». « Quiconque affaiblit la production indigène et les secteurs en aval rend la Suisse plus dépendante de l'étranger. » Cette initiative mettrait aussi en péril précisément les entreprises qui assurent aujourd'hui l'approvisionnement de la population.

« Pour garantir la sécurité alimentaire, il faut soutenir celles et ceux qui veillent chaque jour à notre alimentation. » Les changements exigés à travers l'initiative ne seraient réalisables ni sur le plan économique ni sur le plan pratique. « Elle affaiblirait le potentiel de production de l'agriculture suisse », a averti **Markus Ritter**, président de l'Union suisse des paysans, en évoquant les conséquences pour les exploitations agricoles familiales.

**Fabio Regazzi**, président de l'Union suisse des arts et métiers, a critiqué les formalités administratives supplémentaires et la mise sous tutelle étatique grandissante du pays. « La Suisse s'en sort mieux avec la liberté et la responsabilité individuelle qu'avec de nouvelles restrictions », a-t-il affirmé. Cette initiative pèse sur de nombreuses PME tout au long de la chaîne de création de valeur, de la transformation à la restauration.

La conseillère aux États **Petra Gössi**, présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses, a abondé dans le même sens. « Une régulation alimentaire par la Confédération est vouée à l'échec », a-t-elle précisé. Cette initiative engendrerait de nouvelles réglementations, des incertitudes et des risques en matière de politique commerciale, au lieu d'encourager l'innovation et le développement.



« Si l'initiative part d'une bonne intention, elle est aussi dangereuse, a quant à lui souligné **Beat Imhof**, président de GastroSuisse. Elle menace la liberté de choix, la proximité, la diversité culinaire, la rentabilité, l'emploi et la sécurité d'approvisionnement. » La restauration suisse mise d'ores et déjà sur les produits régionaux, une offre saisonnière et une plus grande durabilité, tout en tenant compte des besoins de sa clientèle.

#### **Davantage de tourisme d'achat au lieu de davantage de sécurité d'approvisionnement**

Le comité pour le « non » est unanime : l'initiative sur l'alimentation menace la liberté de choix des consommatrices et des consommateurs en cherchant à les contraindre à adopter un régime alimentaire principalement végétalien. Partant, elle affaiblit la production indigène, fait grimper le prix des denrées alimentaires et favorise le tourisme d'achat. C'est pourquoi le comité recommande de rejeter l'initiative sur l'alimentation le 27 septembre prochain.

#### *Renseignements :*

*Franziska Roth, conseillère aux États (PS/SO), [franziska.roth@parl.ch](mailto:franziska.roth@parl.ch)*

*Céline Amaudruz, conseillère nationale (UDC/GE) et vice-présidente de l'UDC Suisse, [celine.amaudruz@parl.ch](mailto:celine.amaudruz@parl.ch)*

*Petra Gössi, conseillère aux États (PLR/SZ) et présidente de la Fédération des Industries Alimentaires Suisses, [petra.goessi@parl.ch](mailto:petra.goessi@parl.ch), tél. 079 347 88 71*

*Christine Badertscher (Les VERT-E-S/BE), conseillère nationale et vice-présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne, [christine.badertscher@parl.ch](mailto:christine.badertscher@parl.ch)*

*Beat Imhof, président de GastroSuisse, [beat.imhof@gastrosuisse.ch](mailto:beat.imhof@gastrosuisse.ch), tél. 079 773 29 15*

*Fabio Regazzi, conseiller aux États (LC/TI) et président de l'Union suisse des arts et métiers, [fabio.regazzi@parl.ch](mailto:fabio.regazzi@parl.ch), tél. 079 253 12 74*

*Markus Ritter, conseiller national (LC/SG) et président de l'Union suisse des paysans, [markus.ritter@parl.ch](mailto:markus.ritter@parl.ch), tél. 079 300 56 93*

*[www.initiative-alimentation-non.ch](http://www.initiative-alimentation-non.ch)*